



Bruno Vennin 09 10 2017

Mise à jour pour le CA d'AGA le 9 10 17

Proposition pour un texte d'orientation

Après un an de débats électoraux, nous avons des difficultés à rassembler nos idées pour éclairer la situation politique, bien sûr, et proposer des pistes d'orientation positives, bref tirer des leçons pour notre club, "par la réflexion et l'action". C'est l'objet de cette *note de réflexion*, qui vous est adressée et propose des perspectives au Club, notre pays et notre avenir...
Un peu d'audace et de volonté nous feront du bien !

Point de départ, parmi bien d'autres possibles : le résultat des élections sénatoriales... de la vieille démocratie parlementaire sur la base du collège électoral d'avant Macron, la F.I. et le crash du PS, bien sûr, mais ce résultat nous interroge. Les "gagnants", après les défaites, disent qu'ils sont un contre-pouvoir institutionnel, voix des "territoires oubliés", aux fondements d'une démocratie représentative, par ailleurs violemment critiquée.

A l'abri des institutions, les citoyens peuvent à la fois critiquer orientations, lois et décisions, et développer des logiques politiques dont la cohérence n'est pas exigée, voire seulement perçue par les acteurs - collège électoral, élus, citoyens. *Elus* qui se disent "voix des territoires", "*insoumis*" qui se disent voix du peuple, *citoyens* exigeant des "réformes" selon des logiques multiples et contradictoires, souvent sans souci de cohérence entre problèmes et solutions qui pourraient permettre des consensus ou compromis sur des solutions praticables.

Quelle légitimité invoquer ? Citoyens, peuple, société civile ? La vraie référence *dans notre démocratie est une société citoyenne* (et non pas civile) active, vécue à divers niveaux : échelle locale dont chacun peut se saisir, mais aussi échelle nationale, voire mondiale : l'avenir de l'Europe est une question essentielle pour notre société citoyenne.

Notre société peut et doit raisonner et proposer à ces divers niveaux.

Que représentent les "grands électeurs" du Sénat face à la France Insoumise, quand les uns et les autres se recommandent des citoyens qui font "peuple" ? Voix des territoires ou voix des insoumis selon quelles mailles, quelles modalités portées par quelles institutions ? Ne négligeons pas ces convergences paradoxales du débat public : elles posent le cadre des réponses possibles et crédibles au-delà des affrontements débridés par la profonde déstabilisation de notre société.

Dans les débats récents nous avons dit : "pas de consignes de vote du club mais des propositions praticables" à l'échelle des problèmes posés... Il faut dire beaucoup mieux pour être entendus.

Et en toile de fond, avec notre expérience, nous posons deux questions cohérentes

- 1 Où est la *gauche*, où est la *droite*, existent-elles, peuvent-elles exister encore ?
- 2 Quels chantiers, quelles solutions pour le *travail*, pour le *futur écologique* de la planète, les uns et les autres confrontés aux bouleversements technologiques dans un cadre mondialisé ? Quelle *Europe* pour quel projet ?

Le rôle de notre "club de réflexion et d'action", face à ces enjeux, est de *chercher et proposer* des liens entre faits et représentations, entre nos idées et nos contradictions et *contribuer* à une reconstruction démocratique tenant compte des acquis et difficultés de notre pays :

Proposer sans toujours brandir les étendards idéologiques ;

Proposer en affrontant la réalité des mutations technologiques, de la mondialisation ;

Faire face aux profonds changements de pratique politique, sans céder à la démocratie d'opinion.

1° Sur la question "droite/gauche" :

L'instabilité de la période - faits nouveaux, modes de vie, technologies, diffusion de la pensée - bouleverse nos façons de penser et rend difficile et fragile la désignation et la poursuite de nos objectifs politiques. Pourtant ce clivage existe: il est très enraciné chez ceux qui portent les débats politiques. Il peut servir de boussole pour comprendre l'état de l'opinion, pour saisir l'état réel du pays et de ses institutions, pour construire le vivre ensemble. Il est utile, même si son poids idéologique suscite parfois la défiance de nos concitoyens.

Opérer la "toilette" de ce clivage excède nos seules capacités dans le grand remue-ménage (et "mninges") de la planète (y compris de la planète politique). Pouvons-nous nous raccrocher à d'autres mouvements avec d'autres formes d'expression politique ? Lesquels et comment ? La démarche est ouverte mais difficile. Elle nous force à nous situer simultanément dans les mondes de "*la politique*" et celui de la dite "*société civile*". L'usage de cette dernière expression, sans vrai concept ni ligne politique affichée, se réfère à des vérités contradictoires qui ajoutent à la confusion. Son utilisation crée une incertitude qui brouille les cartes en s'appuyant sur des notions et faits très peu explicités par ceux qui s'en réclament. C'est alors un fourre-tout qui recouvre l'activité réelle de personnes, de citoyens qui vivent dans la société (tout court) et cherche à affirmer et appliquer des souhaits, des volontés, autant politiques qu'existentielles. Sur tel sujet, tel objectif, des opinions s'appuyant sur une expérience personnelle se manifestent, visant ou suscitant des actions concrètes, selon les idées, désirs et besoins d'aujourd'hui. Le "civil" s'oppose alors au "politique", identifiant une volonté diffuse de peser sur l'évolution de la société dans l'action, un attrape tout sans le corps d'idées nécessaires pour agir avec cohérence.

Notre objectif est de mobiliser des citoyen-ne-s dans le cadre commun d'une *société citoyenne*¹.

Cette dernière est, au cœur de notre conception de la gauche, et du projet qu'elle doit porter.

C'est une tâche majeure pour les formations politiques, qui cependant n'en ont pas l'exclusivité.

Mais alors, pourquoi ne savons-nous pas agir et répondre à cette volonté ?

L'agrégation des groupes et mouvements visant un objectif politique ne va pas de soi tant par leur diversité que leurs oppositions. Comment *converger*² et rassembler les forces nécessaires pour atteindre leurs objectifs ? A toutes les échelles : idées, mouvements sociaux, territoires, ce sont en principe des fonctions de partis. Mais d'évidence ceux-ci n'y arrivent pas. Plutôt que de dénoncer l'impuissance ou la trahison des partis, mieux vaut appuyer les applications concrètes de ces initiatives citoyennes, très souvent à *l'échelle locale*, ou de *la proximité* des problèmes vécus (à la base...), sans d'ailleurs écarter l'action des partis.

Cette démarche, nouvelle, est légitime comme libre expression d'une nouvelle pratique politique.

La politique n'est pas seulement affaire d'idées et de règles. Elle est se noue et s'incarne dans l'action et dans la manière de proposer et appliquer un projet.

Pas de label, une présence territoriale, médiatique, des faits et exemples identifiables... Le problème est cependant celui de la légitimité, en général, de ces revendications et mouvements dont la diversité est très grande et la volonté d'en affirmer la liberté très forte. Pour les jauger, notamment en fonction des échelles d'application, il faut aborder les questions qui fâchent : priorités, combien ça coûte et qui paie, qui organise et qui gère, etc. Les débuts du

¹Ou encore (?) qui expriment une volonté dans un sentiment d'appartenance et avec les règles d'une société démocratique.

²le mot est à la mode !

"rassemblement" de la France Insoumise ont révélé des ambiguïtés, maintenant presque levées... et comme tout parti, celui-ci porte les contradictions, les demi-vérités liées à ses composants.

Plus généralement pour passer de la bonne idée à la bonne manière de faire et d'appliquer les questions de focale sont toujours posées. La démocratie selon Saillans, bien sûr, mais comment fait-on à des échelles beaucoup plus vastes ? Revenons sur l'élection sénatoriale : candidats et élus s'affirment comme "voix des territoires", mais c'est dans la perspective et les modalités d'application que se trouve la vérité du discours porté. Que représentent "75000 grands électeurs" face à la France Insoumise, sinon l'extraordinaire diversité des opinions et engagements à tous les niveaux ; mais aussi les différences de temporalité dans les institutions de la Constitution de la V^e République³, utile pour la continuité de la démocratie.

Apparaît alors l'exigence des choix de priorités en référence aux circonstances (faits, urgence et possibilités), dans un territoire ou un groupe social délaissés; et encore en portant la revendication de ceux qui peinent à faire entendre leur voix... Et vient la question des *compromis* entre intérêts divers pour converger. C'est un nœud-clé de la politique qui exige de confronter la réalité des faits avec nos idées. Faits et idées ne sont pas de même ordre, avec l'extraordinaire différenciation des milieux, du partage des richesses, de la liberté de s'exprimer et de vivre en tentant de les appliquer. Le choix du compromis et son contenu s'appuient en général en référence à une idéologie, et on retrouve alors la distinction droite-gauche⁴.

Pour notre Club, cette approche n'est pas la seule mais elle est indispensable. Elle concerne aussi les partis qui agissent dans le cadre des institutions, sans pour autant que nous ne leur abandonnions les clés de la démocratie, lesquelles appartiennent à chacun et tous. *Nous pouvons apporter notre pierre à la construction démocratique en prenant en compte cette dualité de la pratique démocratie, entre les institutions, les acteurs politiques et la « société citoyenne ».* Car chaque partie prenante au débat a sa dignité et son efficacité dans les choses de la vie. Cette dualité n'est pas neuve, et pas davantage en contradiction avec les temps nouveaux de la mondialisation, de la technologie, des médias, de l'individualisme (citoyen ou pas)...

Pour illustrer symboliquement : la gauche pour moi c'est l'application de la devise de la République avec l'État de droit qui garantit la liberté de chacun et ses limites (Liberté), la justice sociale (Égalité), la qualité du vivre ensemble (Fraternité)... après quoi, bien sûr le jardin de la diversité des opinions et situations reste à cultiver pour en obtenir les fruits !

Et pour clore ce paragraphe, je souligne que notre pratique depuis 1991⁵ s'est souvent inscrite dans ce va et vient entre nos convictions et intentions et les réalités de notre situation de club qui entend se faire entendre dans le monde politique comme dans l'ensemble de la société⁶. C'est dire que nos échecs sont liés à ceux de nos faiblesses et insuffisances.

2° Quels chantiers ?

Notre projet vise la globalité de la politique : chaque choix a nécessairement des répercussions d'une question à l'autre. Mais, face aux bouleversements technologiques dans un cadre mondialisé nous ciblons trois questions : **le travail, le futur écologique et l'Europe.**

³entre le vote de tous les électeurs de mai-juin 2017 et celui des grands électeurs (élus en 2014) en septembre 2017.

⁴cf in fine un exemple de situation de conflit et mode de perception des intérêts des parties prenantes du débat public.

⁵date de la fondation du Club.

⁶soit réfléchir et chercher les exemples et les voies ouvertes ; dans certains cas présenter ou soutenir des candidats à des élections, etc.

Le Travail

Dès 2011 nous avons ouvert débats et réflexions sur "le travail", percevant l'ampleur des transformations à l'œuvre. Nous l'avons poursuivi ces 2 dernières années, notamment lors des débats sur la loi El Khomry. Les transformations et les enjeux sont très importants avec leurs conséquences autant sociales qu'économiques : automatisation, robotisation et productivité, numérisation généralisée, charges de travail, etc. Avec celles qui apparaissent dans l'offre de travail (l'emploi), et ses modalités, les conséquences de l'usure au travail. Ces questions portent en elles le débat sur le revenu minimum (cf les propositions de Hamon à la présidentielle de 2017). Sans oublier que dans le cadre de la mondialisation, ces questions concernent aussi les systèmes productifs et les travailleurs des pays qui alimentent en "sous-traitance" les ateliers et entreprises des pays développés.

Il ne s'agit pas seulement de quantité de travail "à partager" (emploi et chômage) pour ceux qui veulent et/ou peuvent travailler. Et pas seulement encore pour l'atelier-monde de la sous-traitance mondialisée. Historiquement, dans notre pays, le travail assigne en général une place à chacun dans la société, un rôle social. Il est source de liens dans et hors le travail, bref joue un rôle essentiel dans le statut, dans la place de chacun dans la société : travailleur, chômeur, sans activité et /ou retraité... Dans nos réflexions, nous avons observé comment peut se poser un débat sur la conception même du travail avec les vives controverses soulevées par la proposition d'un *revenu universel d'existence* de Hamon, candidat à l'élection présidentielle. Ce dernier a fait évoluer sa proposition, au cours de la campagne, vers un *revenu social minimum* s'adressant aux personnes sans emploi. Ce n'est pas seulement une réduction d'ambition au moment de cette élection. C'est aussi et peut être surtout une prise de conscience nouvelle de l'importance et de la manière dont se pose la question du travail, de son statut dans la société. La perspective d'un statut d'assisté par choix (ou par destin) suscite débats et fortes oppositions, pas seulement à droite, et renvoie à des questions majeures concernant notre vie dans la société moderne. Que serait un citoyen sans emploi par choix et vivant de ce revenu universel ? Du moins est-ce ainsi que l'idée est souvent perçue et fait alors difficulté. Elle suscite, dans notre pays où le chômage est fort, un débat majeur sur la notion de travail et sa place dans la société !

Ainsi désigné, le travail ne se limite pas aux questions de ressources, de droits sociaux (de droit du travail selon les débats en cours) : il concerne la place de chacun, la place du travail dans le lien social, dans la société. Un débat que nous devons partager avec ceux qui s'expriment sur cette question : syndicats bien sûr, mais aussi associations, clubs, collectifs, etc.

Le futur écologique

Cette question devient essentielle. On voit se dessiner, parfois de manière dramatique, les risques liés au réchauffement climatique. Trump les nie ; les dirigeants des entreprises mondialisées, voire bien d'autres jusqu'aux PME, en causent parfois comme argument de vente, mais en font très rarement un pilier de leur activité. En revanche elle anime de très nombreux mouvements associatifs et un débat public (politique, modes de vie...), traduisant une vive sensibilité à ces questions ; sans oublier que ce problème très général relève aussi, à l'évidence, de l'initiative et de la responsabilité de chacun (ce n'est pas un paradoxe) !

Nous n'avons guère travaillé sur ce sujet écologique. Le mieux est, pour l'aborder, de s'associer à d'autres afin d'apprendre et de comprendre. Dans quel sens ? Je pose la question. Ce qui nous est le plus accessible relève des modes de vie liés à la consommation (nourriture, jardins, AMAP, le bio, effets sur la santé...) et à la sociabilité (les réponses collectives existantes, notamment par l'économie collaborative) ; en sachant que dans le débat sur ces questions la pratique vaut bien les discours... Toute démarche de notre part dans ce domaine, exige à la fois un investissement intellectuel et l'écoute des praticiens⁷. Investir dans ce domaine, c'est aussi

⁷C'est la même démarche que celle que nous avons faite voici quelques années en nous intéressant au "travail"

enrichir notre expérience de la démocratie en pratique que nous interrogeons dans toutes nos activités.

Plus généralement, le sujet "écologie" est très lié à de nouvelles formes et pratiques dans ladite *société civile*. Nous pouvons réfléchir, apprendre et échanger avec beaucoup de citoyens organisés localement, reliés ou non à des structures plus larges, y apportant si nécessaire notre volonté de saisir et proposer une démarche politique, faisant le lien entre le vieux et le neuf...

Pour faire image ou rêver un peu : travailler avec les porte-paroles des territoires oubliés, ceux qui sont pour l'heure saisis du ni-droite/ni-gauche, les insoumis qui peuvent se fatiguer d'une certaine "novlangue" de bois !

L'Europe

Faut-il le rappeler ? Depuis sa création AGA soutient avec force et de manière engagée la construction européenne. Non pas que l'état actuel de cette Union nous convienne en tous points, mais parce que nous pensons qu'elle est un pilier essentiel de notre avenir : historiquement et culturellement comme dans les temps à venir, c'est un ancrage essentiel, la meilleure façon de faire face à la mondialisation en cours et d'adosser notre démocratie. Quelles que soient les crises auxquelles nous devons faire front, renforcer cette Union : c'est notre atout !

Cette construction est une affaire de long terme. Développer l'Etat de Droit, adosser notre démocratie, l'améliorer et mettre en valeur ses acquis, faire face à des problèmes tels que mondialisation et néolibéralisme, immigration, valorisation du "travail", de notre culture commune, de la laïcité : des tâches, difficiles qui doivent être menées à cette échelle. C'est d'ailleurs ce qui est malaisé, tant il est plus facile pour nos concitoyens de critiquer l'Union que de faire l'effort de penser les compromis nécessaires à cette construction au long cours avec des Etats aux histoires complexes et pour beaucoup mal connues. D'autant que de surcroît, on recueille plus d'écoute en critiquant qu'en proposant...

A chaque élection ou referendum européens nous avons pris parti publiquement pour soutenir notre position et faire prendre conscience des enjeux, tels que nous les pensons, en nous adressant directement à nos concitoyens. Il faut poursuivre avec les multiples groupes et associations de la *société citoyenne* qui souvent minorent ou ignorent ces enjeux. Il serait très utile de mener, par exemple, un groupe de travail sur les questions que pose l'Union dans cet esprit d'information et d'intervention.

En bouclant le texte de cette réflexion je mesure la difficulté de réviser à la fois nos ambitions et notre place dans le débat public. Il me semble cependant que c'est un effort nécessaire si nous voulons poursuivre comme club, en nous inspirant de 25 ans d'histoire, non pas par dévotion à notre passé ou par habitude, mais selon des convictions que nous avons nourries et portées et qui sont toujours actuelles, dans un cadre de société profondément changé.

La question est posée : faut-il persister en mettant à jour nos idées et modes d'intervention, en partageant mieux avec d'autres / ou bien abandonner cet instrument et ce groupe encore bien vivant que nous avons créé : question posée à nos adhérents et sympathisants.

Annexe :

Pour illustrer les questions posées dans ladite société civile, je prends un exemple tiré de Le Monde (30/09/17) intitulé "Contrats aidés : le sport amateur crie à l'aide", illustré dans ce journal à propos du budget d'un club sportif de la banlieue parisienne (4800 adhérents, une cinquantaine de salariés soit 12 "équivalent plein temps"). L'article cible les restrictions budgétaires dans ce domaine, selon les décisions énoncées par le Gouvernement. L'impact de

cette mesure est lourde pour l'association gestionnaire, et le choix contestable en cours d'année budgétaire. Cependant l'association assume, dans les choix de son mode de financements et de fonctionnement, une responsabilité publique dans un domaine où l'Etat s'est engagé. L'association a choisi ce mode, outre la revendication du bénévolat (et de l'intérêt public). Le débat est donc nettement politique et fait apparaître les limites d'un "bénévolat subventionné" par les Pouvoirs Publics, situation fréquente dans de très nombreux cas du milieu associatif.

Dans quel cadre ce débat doit-il se dérouler ? Nos Institutions sont sûrement mal adaptées pour trouver des solutions permettant de définir sans ambiguïté les responsabilités de chacun. Le partenaire de la société civile peut également être contestataire face aux Pouvoirs Publics, et peut jouer sur la pression politique. Face à des structures collectives et gérant (ou contribuant) au service public, les règles de ce partenariat doivent être clairement énoncées. Et dans l'affaire citée, l'interruption "en cours d'exercice" d'un subventionnement pose problème, ce que disent les associations. Même type de débat à propos du budget de l'Etat concernant les enveloppes financières que ce dernier accorde aux collectivités territoriales... Dès la Loi Defferre (que j'ai votée lors de mon mandat de député) j'avais pointé la contradiction entre l'extension des responsabilités des Collectivités et le maintien d'une dépendance financière par le biais du Budget de l'Etat. Le dialogue institutionnel est souvent négligé dans notre République ; il est aussi mal compris et mal assumé par les partenaires de l'Etat, de ladite société civile ou des Collectivités territoriales.

Est-ce un débat droite/gauche ? A mon avis pas seulement : la question relève aussi de la manière dont est construite (concrètement et dans notre façon de la définir) notre *démocratie* qui a bien du mal à se définir et se pratiquer dans un jeu des pouvoirs et responsabilités dont la complexité va croissant dans une société de l'immédiat, de la multiplicité des idées et pratiques (dans l'information, la gestion, etc.).

En tout domaine, la part de responsabilité de chaque partenaire doit être pensée et conduite selon la capacité d'engagement (finances, compétences, intérêt public...). Mais cette responsabilité partagée est complexe, souvent, mal comprise et supportée, de l'individu aux corps constitués, alors que les représentants de l'Etat sont jaloux de leurs prérogatives. Entre la volonté d'initiative "citoyenne" et la force de la règle d'Etat et de l'habitude, le partenariat est semé d'embûches.